

versione italiana

Comme partout, en ces temps de pandémie, l'univers culturel en France vit des heures particulièrement sombres. Théâtres fermés, festivals d'été annulés, concerts injouables, milliers de compagnies théâtrales ou chorégraphiques à l'arrêt, répétitions impossibles, tournages bloqués, producteurs de films aux abois, musées fermés, imaginant tous les scénarios possibles de réouverture avec fréquentation limitée, galeristes dubitatifs sur le modèle du marché de l'art, librairies au bord du gouffre, monde éditorial très inquiet pour la rentrée de septembre, auteurs privés de droit, le tableau n'est pas à l'optimisme. L'Opéra de Paris a estimé déjà ses pertes jusqu'à fin avril à 7 millions d'euros, et ne pense pas pouvoir réouvrir avant 2021. Cumulés avec les 16 millions perdus en décembre pour cause de grève, l'administrateur se fait quelques soucis. Avignon et ses 700.000 visiteurs, qui joue un rôle-clé pour le marché du théâtre, n'aura pas lieu. 50 spectacles annulés dans le „in“, 1600 dans le „off“. Les chiffres partout annoncent une année noire. Et les perspectives à moyen et long terme, tous secteurs confondus, restent encore dans un flou conceptuel sans précédent. Un sondage récent indique que, dans les priorités post-confinement de la population, la culture arrive en 14^e position. Loin derrière les coiffeurs et les plagistes. De quoi noircir encore le tableau.

Le 6 mai dernier, le Président Macron, toujours en première ligne, s'est donc adressé dans une intervention télévisuelle d'une trentaine de minutes, au monde de la culture. C'est peu de dire que les applaudissements recueillis par la suite furent des plus maigres.

Les pétitions commençaient à vrai dire à circuler, dénonçant l'oubli de l'art et de la culture dans les projets de reconstruction de la „France d'après“, après coronavirus s'entend, dont l'une fut signée le 30 avril par des personnalités de renom, de Juliette Binoche à Isabelle Huppert ou Catherine Deneuve, et par une centaine d'autres intervenants connus ou moins connus mais néanmoins fondamentaux pour l'animation du tissu artistique et culturel français. Même Jack Lang, auréolé de son légendaire passage au Ministère de la Culture sous François Mitterrand, avait cru bon de déclarer dans *Le Monde* le 5 mai: „Une politique publique doit défendre ses créateurs“, appelant à un New Deal à la Roosevelt pour la culture. Le silence gouvernemental en la matière était en effet assourdissant.



Le chaudron était donc au bord de l'explosion et l'on sait que les artistes de France sont particulièrement doués pour casser une ambiance euphorisante voulue par les gouvernants, allant même jusqu'à gâcher un été entier comme en 2003 lorsqu'ils ont provoqué l'annulation du Festival d'Avignon, comme celui du Festival International d'Art Lyrique d'Aix-en-Provence, le statut des artistes-interprètes et techniciens du spectacle et leur droit au chômage étant remis en cause par le pouvoir d'alors, en leur défaveur bien entendu.

Le Président Macron se devait donc de réagir avant l'orage. Et se voulant volontiers spinoziste, refusant les „passions tristes“ telles que la colère, la peur ou le défaitisme, au profit d'une éthique de la joie, qui développerait enthousiasme et combattivité, jusqu'à la béatitude, il a pris parole. On devrait se féliciter d'avoir un Président féru de philosophie, ce qui n'est pas donné à tous les gouvernements du monde. Et qui a même su trouver place dans la très complexe géo-stratégie internationale. Mais le savant habillage des phrases, on l'a déjà vu avec le traitement macronien du mouvement des Gilets jaunes, ne suffit plus aux Français. Et ce fut de nouveau le cas.

Exercice difficile, il est vrai. Peu d'hommes politiques sont capables de penser la culture. Par désintérêt souvent, par incompetence parfois, ou par submersion. Sartre ne disait-il pas, lisant en 1951 dans un journal italien, la *Fiera Letteraria*, un article intitulé: „Sauver la culture. Le problème n°1 pour le penseur contemporain.“, avec son regard amusé mais néanmoins tranchant: „J'ai lu l'article et ça me faisait rire: on ne sauve pas la culture, on la fait“. Et comme l'on sait, il

vaut mieux que les hommes politiques ne „fassent“ pas la culture. On leur demande seulement de la rendre possible.

Macron, avec son pouvoir des mots, allait-il relever le défi? La déception fut grande.

La mise en scène était pourtant pensée: pas de Macron solennel en costume-cravatte comme pour les déclarations officielles depuis l'Élysée, mais un Macron en chemise blanche, bras de chemise retroussés, à la Kennedy. Et discours apparemment improvisé, à bâtons rompus, style réponse lors d'un débat d'après spectacle. Eh oui, on s'adresse à la Culture! L'image cool est travaillée. Assis bien sagement à ses côtés, avec distance réglementaire, cela va sans dire, le Ministre de la Culture prenait consciencieusement des notes, ayant même l'air parfois surpris des propositions macroniennes. On se souvient qu'en début de mandat, le Roi Macron avait tout fait pour réduire le Ministère à sa portion congrue et technocratique, se réservant lui et sa Cour les décisions majeures. Pas étonnant que l'action du Ministère dans les dernières semaines fut plutôt pâle, imprécise, et minimale.



L'intervention avait été précédée d'un entretien du Président par visio-conférence, non diffusé, avec une douzaine de personnalités du monde culturel, choisies on ne sait trop comment. Un effet de vérité, de prise de pouls à chaud, de soi-disante démocratie directe, comme les aime le Président. Les représentants officiels des différents secteurs, connaisseurs avisés des dossiers et des problèmes collectifs, n'étaient évidemment pas conviés. Et le Président, lors de son numéro soliste, n'a eu de cesse d'encenser lesdits interlocuteurs, et de trouver leurs analyses et témoignages formidables, admirables, émouvants, et porteurs d'avenir. On aurait aimé sur le moment en connaître la teneur exacte, mais cela restera en archive.

Car le maître-mot de cette prestation était „résilience“. Résilience et résistance. Le Président a donc fait un appel au monde culturel pour „réinventer“ la France, avec lui, cela va sans dire. Donnant même quelques pistes d'actions possibles, qui outre le fait qu'il est toujours mal venu pour un homme politique de dire aux artistes et gens de culture quel art ils doivent produire et quelle action ils doivent mener, les leçons du siècle dernier et ses diverses variantes d'art officiel sont encore de douloureuse mémoire, résonnaient étrangement, ces actions semblant en redondance avec ce que la décentralisation culturelle ne cesse de faire dans toutes les régions de France depuis une soixantaine d'années. Les actions pour les plus défavorisés, dans les „quartiers“, ou dans les écoles, en collaboration avec les enseignants et le Ministère de l'Éducation Nationale, par exemple. Un briefing plus approfondi avec son Ministre eut peut-être

été nécessaire, avant de se lancer dans ces visions tautologiques et déjà obsolètes.

De même la suggestion de substituer les prestations scéniques „vivantes“ par des captations, ce qui est pratiqué déjà par certains, mais loin de faire l'unanimité dans le monde du spectacle. Le streaming oui, pour combler provisoirement les frustrations. Mais le streaming ne procure aucune recette, et ne remplacera jamais l'évènement social et humain de la représentation.



Happening de l'Opéra et de la Comédie française devant le théâtre, place Colette à Paris, 1er mars

Ou l'idée de lancer des commandes publiques, avec focalisation sur les moins de 30 ans. Un jeunisme volontariste qui soudain inquiète bon nombre de professionnels. Un fonds pour la musique et quelques mesures floues pour le secteur cinématographique n'ont également pas convaincu. Sans parler de l'impasse totale faite sur la filière du livre, laquelle n'a pas vraiment digéré la potion.

Et quelques références hasardeuses n'ont pas arrangé les choses: il fut question de Simon Leys et Robinson Crusoe, de fromage et de jambon que Robinson, pragmatique, se procure au moment du naufrage, de frugalité donc dans une situation de manque, pour reconstruire le pays. Pour un secteur qui représente 2,3% du PIB, qui emploie environ 600.000 personnes, soit plus que le secteur automobile, et qui joue un facteur multiplicateur non négligeable sur l'économie globale, sans parler de l'image de la France, on aurait pu attendre une autre allégorie que celle de la

frugalité fromagère. Les railleries n'ont pas manqué.

Comme toute opération de marketing bien ficelée, une image ou un mot d'ordre cependant s'impose. Le Président, dans un grand élan d'enthousiasme, bras redressés et mains enfouies dans la chevelure en bataille, a donc interpellé le monde culturel, lui enjoignant pour réinventer la France „d'enfourcher le tigre“. Le monde circassien, qui avec cette crise sanitaire est dans un état de catastrophe économique sans précédent, appréciera. Sans doute cette image d'apparence chinoise, à l'accent maoïste, était de circonstance. Lui est-elle venue spontanément ou est-elle le résultat d'un long brain storming de ses conseillers ou de son cercle intime, pour l'instant on ne sait. Le Ministre de la Culture a semblé jeter un regard soudain ébahi, et a pris note. Mais l'appel était vibrant: j'ai besoin de votre aide, nous a dit le Président. Faisons un pacte. Je dompterai cette crise, et soyez vous aussi les dompteurs de l'avenir. Enfourchez le tigre!

Il va sans dire que les mesures concrètes ou chiffrées, permettant au monde culturel de reprendre vie dans les mois à venir, n'étaient pas l'essentiel du discours. Il s'agissait de motiver les troupes. Le dompteur fut donc avare de chiffres. Seul le système spécifique de protection des „intermittents du spectacle“, les précaires, artistes ou techniciens, qui jonglent d'un contrat court à l'autre, système assez complexe et particulier à la France, que lesdits intermittents souhaitaient voir maintenu sous forme d'une „année blanche“, sinon la majorité d'entre eux risquait de perdre leurs droits au chômage, a fait l'objet d'une annonce: le Président, dans sa grande magnanimité, a décidé d'aller au-delà de l'année blanche demandée, et a promis la prorogation du système jusqu'au 31 août 2021. À l'administration de régler le problème. Regard appuyé au Ministre. Soulagement bien sûr du peuple concerné. Certains diront qu'en prolongeant jusqu'à fin août 2021, le Président s'épargne l'éventuelle grogne desdits intermittents pendant l'été 2021, potentiellement à forte résonance médiatique, comme on l'a vu en Avignon en 2003, quelques mois avant l'élection présidentielle de 2022.

La profession, qui malgré tout ne se laisse que difficilement dompter, est donc en attente de chiffres.

Spécialiste en principe de la fabrication d'illusion, elle attend l'illusionniste en chef au détour du réel. Et Spinoza n'y sera que d'une aide minoritaire. Elle sait aussi, par expérience de la piste, qu'il arrive que le tigre dévore le dompteur. La cote de confiance du Président, dans l'ensemble de la population, est d'ailleurs en chute libre. Malgré ou à cause de sa gestion de la crise pandémique, faite de mensonges, de cafouillages ou de volte-face soudains, pour masquer l'impréparation gouvernementale, notamment en matière de masques ou d'hécatombe dans les maisons de retraite pour personnes âgées, et le démentèlement de l'hôpital public opéré ces

dernières années, au nom du credo néolibéral qui animait jusqu'ici l'ex-banquier de chez Rothschild. À tel point que son premier ministre, normalement un fusible en cas de crise, est apparu plus crédible que lui. Ce qui en Vè République française est plutôt mauvais signe. Et de nouveau la crise sociale gronde. Tout cela n'encourage évidemment pas à croire ou suivre les slogans du chef spinoziste.

On serait même plutôt tenté de se ranger au jugement abrupt de Michel Houellebecq, toujours dystopique comme il se doit, exprimé dans une lettre envoyée le 4 mai dernier à la station de radio France-Inter: „Nous ne nous réveillerons pas, après le confinement, dans un nouveau monde; ce sera le même, en un peu pire“. Que le monde nouveau promis ou voulu par Emmanuel Macron échappe à cette sentence, et que le monde culturel en soit le bâtisseur spirituel et moral, rien donc n'est moins sûr.

On avait connu Macron en **Roi Oxymore** en début de mandat, voulant revaloriser la figure du roi et promettant d'unir les contraires, puis **le roi presque nu**, sous le regard désillusionné des français, finalement **le roi Tartuffe**, révélé comme le „Président des riches“ tout au long de la révolte des Gilets jaunes. Et dernièrement le monarque inflexible qui souhaitait mener à terme sa réforme des retraites, rejetée par une grande majorité de la population, à coup d'ordonnances ou d'article 49-3, ce fameux article constitutionnel qui permet au pouvoir exécutif de faire passer une loi en coupant court aux débats du Parlement. C'était juste avant la venue du virus pandémique. La réforme des retraites passera vraisemblablement aux oubliettes.

Et maintenant on a en fin de mandat et avant réélection programmée, le roi en recherche d'une nouvelle image, celle du roi fondateur, dompteur de virus. Et son peuple d'enfourcheurs de tigre. Les gens de culture se prêteront-ils à cette cavalcade? Ils jugeront sur actes. Et auront besoin de temps pour retrouver les moyens et le plaisir de faire. Au moins jusqu'à 2022. De quoi alimenter, jusque là, la réflexion du dompteur-roi.